

Jean-Marie Guéhenno: «L'échec en Libye est venu des pays qui se sont précipités pour faire tomber Kadhafi»



Ancien chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies, président et directeur général de l'Ong International Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno analyse le bilan de Ban Ki-moon au poste de secrétaire général des Nations unies. Après dix ans, Ban Ki-moon a cédé sa place le 1er janvier 2017 au Portugais António Guterres.

Quelle image gardez-vous de Ban Ki-moon et de son rapport au continent africain ?

Ban Ki-moon au départ ne connaissait pas beaucoup le continent africain, mais peu à peu il s'est de plus en plus engagé dans ce continent parce que c'est là que beaucoup d'opérations de maintien de la paix sont déployées. Je me souviens qu'un de ses premiers voyages a été d'aller en République démocratique du Congo. Il avait bien conscience que c'était une région où il fallait que l'Onu essaie de faire avancer les choses et dix ans plus tard, on est encore en crise en Rdc.

En Somalie, l'Onu œuvre aux côtés de l'Union africaine pour lutter contre les islamistes shebabs et pour appuyer le processus politique. Pourquoi a-t-on le sentiment d'un échec ?

Après le retrait précipité de la mission des Nations unies, après la tragédie de Black Hawk Down, on a laissé la Somalie dans une situation de chaos et on paie le prix de ce départ précipité. Aujourd'hui, pour avancer en Somalie, il faut avoir une alliance entre les pays qui s'intéressent à la Somalie. Et cette convergence dans la plupart des cas a manqué. La situation est un peu plus compliquée par la question de la relation avec les shebabs qui sont considérés comme un mouvement terroriste et en même temps, ils ont une influence réelle sur le terrain. Est-ce que les Nations unies, dans un processus politique, ont la possibilité à un moment d'intégrer cette dimension ?

Le conflit au Darfour n'a jamais été éteint, les civils continuent de périr : 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés depuis 2003....

Quand Ban Ki-moon est arrivé à l'Onu en 2007, il a voulu faire du règlement de la question du Darfour une priorité. Au Darfour, il n'y a jamais eu un engagement de la communauté internationale suffisant et Khartoum a patiemment consolidé ses positions, de sorte qu'aujourd'hui Khartoum est dans une position beaucoup plus solide qu'il n'était en 2007. Dès le départ – et ça, c'est antérieur – le déploiement d'une force hybride(...) Ça a diminué des responsabilités, il n'y a jamais eu de clarté sur la stratégie. On a eu une mission qui pour Omar

el-Béchar était une menace et en même temps n'avait pas les moyens de l'image qu'elle projetait.

Au Soudan du Sud, les Nations unies ont échoué à imposer un embargo sur les armes. Depuis son indépendance, la situation politique, sécuritaire et économique n'a cessé de se dégrader...

Oui, parce que les pays qui ont poussé à l'indépendance du Soudan du Sud s'en sont désintéressés très vite. Le Soudan du Sud qui était uni par la lutte contre le régime de Khartoum, à ce moment-là a découvert des divisions internes qui ont été attisées par les divisions de la région. Il faut une combinaison d'action régionale et d'action de leadership sud-soudanais. Les Nations unies peuvent aider, mais ne peuvent pas se substituer à une construction politique qui doit venir des acteurs politiques du pays.

Cinq ans après la chute de Kadhafi, le dialogue politique ne fonctionne pas en Libye. Doit-on parler d'échec de la diplomatie internationale et des Nations unies ?

Oui, certainement. Mais, l'échec est d'abord venu des pays qui se sont précipités pour faire tomber Kadhafi.

La France et la Grande-Bretagne ?

Sans vraiment ensuite faire l'effort politique nécessaire pour qu'il y ait une solution politique. Les Nations unies sont prises entre plusieurs feux. D'un côté, un soutien de la communauté internationale au gouvernement de Tripoli, où il y a les islamistes et de l'autre, on laisse une Assemblée de représentants, un général Haftar soutenu par l'Egypte, par les Emirats arabes unis qui ne veulent pas entendre parler d'islamistes. Ban Ki-moon s'est trouvé dans une situation d'une communauté internationale profondément divisée. L'Onu était un peu la voiture-balai qui n'avait pas les moyens de surmonter ces divisions.

Ban Ki-moon a-t-il connu des succès sur le continent africain ?

Oui, en République centrafricaine ou au Mali. C'est très précaire et il y a eu incontestablement des progrès. Et puis sur le développement durable, c'est un dossier qu'il a porté et c'est un dossier qui est très important pour l'Afrique.

Le successeur de Ban Ki-moon aura un gros dossier : la Rdc. Quels rôles pourraient jouer les Nations unies ?

Les Nations unies sont en Rdc depuis seize ans. Leur crédit s'est beaucoup affaibli. Le plus grand espoir c'est les Congolais eux-mêmes et la médiation conduite par la Conférence épiscopale. Le rôle des Nations unies aujourd'hui en Rdc est d'abord un rôle de soutien. Ça a été une erreur de considérer à un moment que l'essentiel de l'action des Nations unies devait être de stabiliser l'est du pays et de se désintéresser de ce qui se passait à Kinshasa. C'est une question d'abord politique.

Source : Rfi